Daniel Bensaïd, Ugo Palheta et Julien Salingue, *Stratégie et parti*, Paris, Prairies ordinaires, 2016, 18 euros.

Dans la brochure *Stratégie et parti*, écrite en 1986, Daniel Bensaïd se proposait de faire le bilan d'un siècle d'expériences révolutionnaires, dans une période marquée par un fort recul du mouvement ouvrier et où la perspective d'une crise révolutionnaire semblait de plus en plus lointaine.

Analysant les grandes oppositions qui ont structuré la pensée stratégique des mouvements socialiste et communiste depuis la révolution de 1848, il cernait au plus près les différents moments et contextes dans lesquels les révolutionnaires ont mis leurs hypothèses à l'épreuve de la réalité.

À l'heure où l'on voit réapparaître à gauche des débats sur la démocratie (représentative ou directe ?), l'organisation (la forme parti est-elle dépassée ?) et la stratégie (faut-il construire une alternative en marge de l'État ou bien travailler à conquérir le pouvoir politique ?), il nous semblait nécessaire de rendre enfin disponible ce petit ouvrage.

Ugo Palheta et Julien Salingue ont rédigé pour cette occasion un long texte introductif, dont nous publions ci-dessous un extrait et qui revient sur la place de la stratégie dans la pensée de Bensaïd, ainsi qu'une postface dans laquelle ils développent une analyse de la situation politique en France et esquissent des pistes pour la gauche radicale contemporaine.

Par où (re)commencer ?

Comment demeurer communiste dans une époque de défaite, en s'évitant la honte d'un reniement qui mène immanquablement au camp satisfait des vainqueurs ? Comment ne pas renoncer à changer le monde, quand le projet communiste et la théorie marxiste ont été enrôlés et défigurés par une entreprise d'assujettissement bureaucratique, à l'exact opposé des idéaux émancipateurs initialement portés par le mouvement ouvrier révolutionnaire ?

Si, en 1901, Lénine pouvait faire paraître un texte intitulé « *par où commencer ?* », dans un

contexte russe où il s'agissait de créer une organisation unifiant les multiples foyers socialistes, la question qui donne sens à l'œuvre de Daniel Bensaïd – surtout à partir des années 1980 – serait plutôt la suivante : comment et par où *recommencer* ? Rien ne lui est en effet plus étranger que l'illusion d'un commencement absolu, qui ne saurait aboutir qu'à rejouer en toute inconscience des débats anciens et à faire passer pour neufs des arguments usés jusqu'à la corde. Recommencer et faire du neuf suppose donc en premier lieu de se réapproprier les débats stratégiques qui ont parcouru le mouvement ouvrier depuis les années 1830, de revenir sur les séquences révolutionnaires passées (sans négliger les périodes de faible conflictualité sociale et de basse intensité politique), en somme de construire une mémoire stratégique. C'est pourquoi Daniel Bensaïd s'est constamment efforcé, y compris dans ses textes les plus conjoncturels, sinon strictement tactiques, et dans les séances de formation qu'il a animées jusqu'à sa mort, de situer les enjeux de toute discussion dans l'histoire longue de la gauche, du mouvement ouvrier et des débats stratégiques qui les ont traversés.

Citant Deleuze, il aimait rappeler que l'on *« recommence toujours par le milieu »*. La quête est vaine d'un commencement absolu : non seulement il est impossible de reprendre la route, vierge de toutes les expériences passées, mais vouloir le faire, c'est se condamner à ne rien apprendre, sinon à persister dans l'erreur. Il est tout aussi vain de prétendre se dresser sur les épaules des mouvements passés, dans une continuité qui nous épargnerait tout effort de reprise. Nulle illusion, chez Daniel Bensaïd, de cumulativité de la pensée politique et de la réflexion stratégique : les bilans sont toujours à refaire et l'étude du passé ne préserve en rien des pièges tendus par la conjoncture. Les décisions et initiatives politiques ne sauraient se fonder sur une science de l'Histoire dont le Parti serait le dépositaire incontestable, mais relèvent d'un « art stratégique », fait de paris raisonnés et d'alliances conjoncturelles dans un contexte d'incertitude irréductible. « Recommencer par le milieu », c'est donc cheminer sur cette ligne de crête définie, négativement, par le refus du ressassement comme de la table rase et, positivement, par la volonté de trouver un point d'ancrage stratégique, au croisement de la théorie et de la pratique. Or, cela suppose pour Daniel Bensaïd de remettre sur le métier une tradition politique, celle du mouvement communiste, en la soumettant à deux questionnements distincts : comment rendre compte des défaites et des échecs, des errements et des déroutes, de cette tradition au XX^{e} siècle ? Et comment faire face aux défis nouveaux que lui imposent les transformations du capitalisme ?

Daniel Bensaïd n'est pas le seul à s'être saisi de ce problème du recommencement. Alain Badiou, Jacques Rancière, Toni Negri, John Holloway, Slavoj Žižek, Alvaro Garcia Linera ou le Comité invisible, ont, chacun à sa manière, tenté d'y répondre. Mais l'originalité de Bensaïd, du moins par rapport à Badiou et Rancière, c'est de penser *stratégiquement* la possibilité d'un recommencement communiste, à partir des nouvelles expériences de lutte qui marquent les années 1990 et, plus largement, du cycle de politisation et de radicalisation qui s'ouvre alors. Et ce qui le distingue de presque toutes les figures citées plus haut, c'est qu'il prend au sérieux les médiations organisationnelles et militantes à travers lesquelles pourrait s'opérer la relance du débat stratégique : celui-ci ne saurait se résumer à un commentaire stérile de l'actualité, mais doit déboucher sur une pratique politique. Parmi ces médiations, Daniel Bensaïd n'a jamais cessé d'insister sur le rôle irremplaçable, pour toute politique d'émancipation, du *parti* – sans clore pour autant les questions des formes, des objectifs et de la délimitation stratégique de celui-ci –, à rebours du bruit de fond qui, depuis les années 1980, prédit ou désire le déclin, sinon la disparition, de la « forme-parti ».

Un débat stratégique a pu s'amorcer, dès le début des années 2000, au sein du mouvement altermondialiste, à partir de l'expérience néo-zapatiste au Chiapas, de l'arrivée de gouvernements de gauche en Amérique latine et de la relance des luttes ouvrières (notamment durant l'hiver 1995 en France). Les exemples divergents de Chávez au Venezuela et de Lula au Brésil (qui avaient accédé au pouvoir, respectivement, en 1999 et 2003) offraient une grille de lecture commode, dans la mesure où ils permettaient de distinguer clairement, au moins en apparence, deux options stratégiques à gauche : le chavisme d'un côté, rompant avec le néolibéralisme par une politique de redistribution en direction des classes populaires et par une rhétorique anticapitaliste ; le lulisme de l'autre, prenant très rapidement un tour néolibéral assumé après avoir suscité les espoirs des mouvements sociaux brésiliens, tout en mettant en œuvre des mesures en faveur des plus pauvres. À l'inverse, ce débat semblait bloqué en Europe : aucune expérience réelle ne permettait, au niveau national et *a fortiori* continental, de poser la question du pouvoir, sinon abstraitement (« ce qu'il faudrait faire si… ») ou négativement (« ce qu'il s'agit d'éviter… »). On s'en tenait donc, pour l'essentiel, à discuter des meilleurs moyens, pour le mouvement social, de résister au rouleau compresseur néolibéral, ou à débattre de l'opportunité d'un soutien, voire d'une participation à des gouvernements dominés par les partis de centre-gauche, qui n'avaient déjà plus grand-chose à voir avec la social-démocratie classique[1]. D'où cette « éclipse de la raison stratégique » diagnostiquée par Daniel Bensaïd[2].

Il semble que, depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, les coordonnées du débat stratégique se soient renouvelées et que celui-ci ait à présent pour centre de gravité le Vieux continent : la situation politique en Europe s'est partiellement modifiée, tandis que, dès la fin des années 2000, les gouvernements de gauche latino-américains – en particulier vénézuélien et équatorien – ont commencé à piétiner, à défaut peut-être de penser une stratégie allant au-delà de politiques de redistribution, qui, bien que nécessaires et positives, ne sauraient à elles seules remettre en cause le pouvoir capitaliste. En Europe, la crise économique, prolongement de la crise financière et des politiques menées dans le seul but de renflouer les banques privées, s'est rapidement doublée d'une crise politique dans la plupart des pays. Celle-ci a imposé à la gauche radicale de fournir des réponses, non pas simplement aux politiques d'austérité imposées partout, mais aussi au carcan anti-démocratique qu'est l'Union européenne, à la montée de l'extrême droite, aux interventions impérialistes, au sort infligé aux migrant•e•s, etc. Cette crise multiforme a également ouvert des possibilités nouvelles pour les partis antilibéraux et anticapitalistes, en particulier dans les pays du sud de l'Europe, maillons les plus faibles d'un continent qui fait lui-même figure de maillon faible de la chaîne impérialiste – non parce qu'il serait le plus faible économiquement (ce qui n'a jamais été la thèse de Lénine[3]), mais en raison des contradictions économiques, politiques et idéologiques qui s'y sont accumulé.

En Grèce, la victoire électorale de Syriza, le 20 janvier 2015, puis l'échec indéniable de cette expérience de pouvoir – avec l'acceptation, par le gouvernement Tsípras, des logiques austéritaires que Syriza combattait jusqu'alors –, témoignent à la fois des possibilités qui existent en Europe de briser la cage d'acier néolibérale, et de l'urgence d'un débat stratégique au sein de la gauche radicale, bien au-delà du continent européen. La dynamique politique autour de Podemos dans l'État espagnol, les bons résultats électoraux de la gauche radicale au Portugal ou encore la conquête de la direction du Labour britannique par une figure de son aile gauche (Jeremy Corbyn) signalent également la nécessité d'un débat stratégique autour des perspectives de rupture avec les politiques d'austérité et des moyens d'engager une telle rupture. À l'évidence, la situation paraît sensiblement différente en France, du moins à l'heure où sont écrites ces lignes : dans le

sillage des défaites sociales et des échecs politiques accumulés depuis 2007, l'abattement et la désorientation dominent, d'autant plus que ces défaites et échecs ont fait suite à un cycle de radicalisation (1995-2006) qui a culminé dans les victoires contre le Traité de constitution européenne (TCE), en 2005, et contre le projet de « Contrat première embauche » (CPE), en 2006.

Dans cette conjoncture de recul, la colère – présente et palpable partout – tend à se muer en exaspération individuelle plutôt qu'en révolte collective. Elle trouve comme principal débouché électoral le Front national, autrement dit un parti ancré dans les différentes traditions de l'extrême droite française et ayant renouvelé, au moins en apparence, son corpus idéologique. Rien n'assure néanmoins que la situation puisse demeurer stable en France. Si l'on ne peut écarter l'hypothèse d'un lent pourrissement qui permettrait au FN d'approfondir son enracinement politique et de renforcer son appareil militant, l'absence de reprise économique prévisible, combinée à la menace de nouvelles crises financières, interdit une stabilisation politique durable. Les gouvernements, structurellement inféodés au Capital – et ce, qu'ils se réclament de la gauche ou appartiennent à la droite –, n'ont guère de marge de manœuvre pour mener une véritable politique de conciliation sociale, qui satisferait à la fois le patronat et une fraction conséquente des salariés. Pour autant, la crise économique ne produit pas, par elle-même, un accroissement de la conflictualité sociale, encore moins un renforcement des organisations anticapitalistes ou un éclatement de mouvements insurrectionnels. Les contradictions nées dans l'arène économique ne s'expriment que de manière déformée sur le terrain idéologique et politique, et n'aboutissent pas nécessairement à une rupture entre les subalternes et l'ordre institutionnel. Si n'émerge ni un mouvement social ni une force politique capable de donner une signification collective aux colères accumulées, de populariser un récit alternatif à celui des classes dominantes et d'élaborer un agenda stratégique propre, rien ne viendra produire cette rupture.

Il n'y a donc pas un vide dans l'espace politique qu'il s'agirait de combler, et qu'une organisation dotée de bonnes idées ou correctement délimitée finirait mécaniquement par occuper, en raison des conditions objectives ; il y a un espace politique à créer par une intervention audacieuse au croisement des luttes sociales, du combat politique et de la bataille des idées. Nombre de questions restent donc ouvertes pour la gauche radicale, car ce qui pouvait sembler adapté dans les années 1990 et la première moitié des années 2000, en l'occurrence une intervention politique centrée sur la défense des services publics, la résistance pied à pied aux régressions sociales et aux plans de licenciement, ainsi qu'un appel au partage des richesses, ne permet plus guère aux idées anticapitalistes de progresser. Les groupes révolutionnaires ont au mieux stagné depuis le milieu des années 2000, quand ils ne se sont pas affaiblis, et l'option néo-réformiste et antilibérale incarnée par le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon n'est pas parvenue à créer un nouvel espace politique. Alors même qu'a éclaté une crise du capitalisme de très grande ampleur, ni les mouvements sociaux ni la gauche radicale n'ont été en capacité d'imposer le retrait des mesures d'austérité, *a fortiori* de construire un nouveau bloc historique en mesure de disputer l'hégémonie aux classes dominantes, de poser la question du pouvoir et d'engager un processus de rupture avec le capitalisme.

En quoi *Stratégie et parti*, brochure militante publiée il y a trente ans, peut-elle être d'un quelconque secours pour qui cherche à s'orienter dans la situation politique qui est la nôtre, ici et maintenant ? La réponse tient peut-être justement dans la date à laquelle Daniel Bensaïd assura, dans le cadre de l'Institut de formation des cadres de la Quatrième internationale, les séances qui ont constitué la base de cette brochure : 1986. La réflexion

que ce livre met (enfin) à disposition d'un large public s'est construite au fil de ces « années d'hiver » (1980-1985) dont parlait Félix Guattari[4]. Dès 1983, l'union de la gauche au pouvoir renia son programme et renonça à « changer la vie ». La situation est évidemment quelque peu différente aujourd'hui : François Hollande a moins renié car il avait peu promis ; les classes populaires sont sans doute moins désenchantées (mais peut-être plus désespérés), car trente ans de dérive néolibérale d'un parti qui n'a plus de socialiste que le nom, les ont habituées à ne pas placer trop d'espoirs dans cette « gauche », pour qui elles ne se résolvent plus à voter – quand elles votent encore – que pour faire barrage à une droite de plus en plus agressivement libérale et réactionnaire. Outre quelques promesses non tenues (loi contre les licenciements boursiers, PMA, droit de vote des étrangers, etc.), il revient à l'esprit un discours de campagne au Bourget durant lequel le candidat Hollande avait affirmé : « mon ennemi, c'est la finance ». Comme on le sait, la radicalité d'une telle affirmation, rendue nécessaire par l'évidente responsabilité des milieux financiers dans le chaos économique et l'appauvrissement de pans entiers de la population, a rapidement été contredite par une pratique gouvernementale intégralement soumise aux intérêts du Capital.

Il y a donc bien quelque chose de commun entre la conjoncture durant laquelle Daniel Bensaïd assura les formations à l'origine de *Stratégie et parti* et la conjoncture présente : un PS qui trahit et une droite qui se radicalise, un mouvement syndical paralysé et une gauche radicale atone, une montée de l'extrême droite et un racisme exacerbé. Reste qu'entretemps les contradictions sociales ont été aiguisées par trois décennies de destruction patiente des acquis sociaux (services publics, protection sociale et droit du travail) et d'affaiblissement du mouvement ouvrier, de précarisation de la jeunesse et de marginalisation de larges franges de la classe ouvrière, de renforcement d'un arsenal sécuritaire visant spécifiquement les quartiers populaires et d'approfondissement du racisme structurel subi par les descendants de colonisés. En 1986, ces processus n'étaient qu'amorcés et l'on ne pouvait diagnostiquer aussi clairement qu'aujourd'hui la clôture du « court vingtième siècle » (pour parler comme Eric Hobsbawm)[5]. Ouvert par la Révolution russe et la vague révolutionnaire de 1917-1923, ce siècle avait notamment vu, en France et dans la quasi-totalité des sociétés occidentales, l'établissement d'un État-providence vigoureux, intégrant progressivement un mouvement ouvrier puissant dans lequel les partis sociaux-démocrates et staliniens étaient hégémoniques. Cette période historique s'est achevée, non seulement en raison de la chute de l'URSS et de l'intégration de la Chine au marché mondial, mais aussi avec le tournant néolibéral, qui a marqué l'entrée, à partir des années 1970, dans un stade récessif du « capitalisme tardif »[6].

C'est donc dans des termes nouveaux, au moins en partie, que se pose à nous le débat stratégique. Pourtant, construire une boussole pour notre temps suppose de faire retour sur les controverses politiques de l'époque qui nous a précédés, et c'est sans doute de ce point de vue que ce livre sera le plus utile à ses lecteurs. Car il constitue d'abord le point d'aboutissement – dans les années 1980 – de l'élaboration stratégique propre à un courant particulier : la Ligue communiste (LC), devenue Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en 1974, et plus largement la Quatrième internationale (QI). Cette élaboration procéda pour l'essentiel d'une tentative de synthèse entre trois héritages distincts, correspondant aux « trois secteurs de la révolution mondiale » distingués par ce courant. Le premier héritage est à l'évidence celui du mouvement ouvrier, en particulier depuis la Révolution russe (notamment les débats des premières années de l'Internationale communiste sur les possibilités révolutionnaires en Europe occidentale et les échecs des insurrections allemande et hongroise, des conseils ouvriers en Italie, etc.). Le deuxième correspond aux luttes anti-impérialistes de libération nationale, en particulier à partir des expériences

chinoises, vietnamiennes, algériennes et cubaines, mais aussi des pays semi-périphériques d'Amérique latine (Chili, Argentine, Brésil, etc.). Un troisième héritage, enfin, tient dans les combats antibureaucratiques, menés en URSS dès le milieu des années 1920 par l'Opposition de gauche, puis dans les pays du bloc de l'Est (insurrection de juin 1953 en RDA, insurrection de Budapest, printemps de Prague, luttes ouvrières en Pologne au début des années 1980, etc.).

C'est dans ce cadre collectif, à la fois courant politique organisé au niveau international et tradition théorique, que s'est inscrite la démarche de Daniel Bensaïd, des années 1960 jusqu'à sa mort le 12 janvier 2010. Alors que l'appartenance à une organisation et le militantisme sont généralement considérés comme l'expression ou la cause d'un renoncement à toute autonomie intellectuelle, ils ont au contraire constitué pour lui la condition de possibilité de l'élaboration stratégique : penser stratégiquement signifiait et supposait d'être embarqué politiquement dans le cours de l'histoire, non en tant que commentateur détaché ou « compagnon de route » (signant des pétitions ou rédigeant des appels), mais comme militant contribuant à l'effort d'organisation des opprimés et à leurs luttes, contraint à ce titre de se poser sans cesse des questions d'orientation et d'affronter les problèmes associés à la construction d'organisations. Daniel Bensaïd n'a donc jamais conçu ses interventions théoriques comme le supplément d'âme de sa pratique de militant et de dirigeant politique, comme un moyen commode de justifier rétrospectivement les décisions prises par l'organisation dont il était membre, ou encore comme un exercice purement intellectuel, hors du chaos de l'histoire. Au contraire, sa pensée stratégique s'est construite dans un rapport d'interdépendance étroite entre théorie et pratique : agir pour (donner à) penser une réalité en mouvement et conflictuelle, mais aussi pour que cette pensée engage et ne se résume pas à un jeu gratuit ; penser pour agir en étant capable de discerner un champ de bataille et de mesurer les forces en présence, sans demeurer soumis aux soubresauts de la conjoncture politique et aux effets de mode intellectuelle.

références

références

⇧**1** A partir des exemples de la participation du PCF au gouvernement Jospin de « gauche plurielle » en France (1997-2002) et de celle de Rifondazione communista aux gouvernements Prodi en Italie (1996-1998 et 2006-2008), qui dans les deux cas ont eu des conséquences catastrophiques.

⇧**2** D. Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 44-51.

⇧**3** Sur ce point, voir : N. Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, Seuil/Maspéro, 1974, p. 20-21.

⇧**4** Voir : F. Guattari, *Les années d'hiver*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2009 [1986].

⇧**5** E. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Paris/Bruxelles, Editions Complexe/Le Monde diplomatique, 1999 [1994].

⇧**6** Sur la notion de « capitalisme tardif », voir : E. Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, 10/18, 1976 [1972].